

L'Écosse tourne le dos au néo-travailleurs

Le tournant nationaliste

Les élections législatives écossaises du 3 mai 2007 ont marqué un tournant dans la vie politique du pays. Avec 47 sièges (sur un total de 129 au nouveau parlement écossais¹) et une avance légère sur le parti travailliste (un siège et quelques milliers de voix) le *Scottish National Party* (SNP), qui a su occuper l'espace laissé à gauche par la dérive des néo-travailleurs, est désormais le premier parti d'Écosse et vient de constituer un gouvernement minoritaire, dirigé par Alex Salmond, leader historique des nationalistes. Ainsi s'ouvre une période d'incertitude concernant non seulement l'avenir politique de l'Écosse mais aussi celui de l'État britannique dans sa forme multinationale actuelle. Même si les nationalistes du SNP ne sont pas pressés de poser la question de l'indépendance qu'ils savent être fortement controversée, y compris parmi leurs propres électeurs, ils vont tout faire pour accentuer les divergences, voire les conflits, avec le pouvoir travailliste à Londres et pousser vers une autonomie encore plus marquée. Les bons résultats enregistrés par les nationalistes gallois lors du renouvellement de leur assemblée vont dans le même sens d'une fragilisation de l'Union britannique. Les premières mesures annoncées par le gouvernement nationaliste écossais – refus du projet de l'ancien pouvoir travailliste de construction de deux prisons privées et allègement des frais d'inscription pour les étudiants écossais - confirment une orientation plus à gauche du nouveau pouvoir.

La nouvelle donne écossaise vient confirmer l'échec d'une stratégie mise en œuvre il y a dix ans par le pouvoir blairiste à Londres, qui consistait à accorder une forte autonomie à l'Écosse (et, dans une moindre mesure, au pays de Galles) dans l'espoir que cette autonomie retrouvée encouragerait les Écossais à se détourner du séparatisme prôné par le SNP. En effet, les dirigeants du parti travailliste, à commencer par Anthony Blair et Peter Mandelson, considéraient qu'il était possible de tirer parti à la fois de l'immobilisme conservateur des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix sur cette question ainsi que de la pression populaire en faveur de l'autonomie pour mieux asseoir l'hégémonie travailliste sur la périphérie du Royaume.

¹ Le SNP obtient 47 sièges et 37% des voix ; le parti travailliste 46 sièges et 36,2% des voix ; le parti conservateur 17 sièges et 13,4% ; le parti libéral démocrate 16 sièges et 12,6%. Les trois sièges restants sont partagés entre les verts écossais (2 sièges) et une indépendante, ancienne membre du SNP. Le grand perdant de ce scrutin, outre les travaillistes qui cèdent le pouvoir, est le parti socialiste écossais (SSP) qui perd les six sièges gagnés en 2003.

Engagés sous la direction de Blair dans un processus dit de « modernisation » et à la recherche d'une politique qui leur permettait de se distinguer de leurs prédécesseurs conservateurs (les néo-travaillistes ayant rejoint la vision thatchérienne pour ce qui concerne la gestion de l'économie ainsi que la politique sociale) les blairistes se sont proclamés le parti du mouvement sur la question de la décentralisation des pouvoirs et partisans d'une réforme en profondeur de la vieille constitution britannique. En même temps qu'un parlement écossais, une assemblée galloise (sans pouvoir législatif) et le retour à l'autonomie de l'Irlande du Nord, les néo-travaillistes promettaient (entre autres) une réforme radicale de la Chambre des Lords et un débat ouvert sur le système électoral qui permettrait d'en finir avec les injustices du scrutin uninominal à un seul tour. Si on peut douter du caractère radical des réformes de la deuxième chambre qui se sont succédé depuis dix ans. Si l'introduction d'une dose de proportionnelle pour les élections de Westminster, que beaucoup attendaient du nouveau pouvoir blairiste, ne s'est jamais matérialisée, la réforme des modalités de gouvernement du pays – ce qu'on appelle la *devolution* – a été menée rapidement à terme. Dès 1999, l'Écosse a été dotée d'une assez large autonomie (comparable à celle de la Catalogne au sein de l'État espagnol actuel) avec un parlement élu par un système mixte de scrutin majoritaire (de circonscription) et de représentation proportionnelle (scrutin de liste). Le nouveau parlement peut légiférer dans tous les domaines sauf ceux réservés par le pouvoir britannique (entre autres, la défense, les transports, l'énergie).

Ce nouveau système, qui devait donc conforter la domination travailliste en coupant l'herbe sous les pieds des nationalistes, a contre toute attente généré assez rapidement une nouvelle configuration politique. D'abord, dès les premières élections de 1999, des forces nouvelles, minoritaires mais actives, faisaient leur entrée sur la scène parlementaire : verts et socialistes écossais (ces derniers étant issus d'une tendance trotskiste au sein du parti travailliste) obtenaient des sièges grâce au scrutin de liste. Les élections de 2003 ont même permis aux deux partis de renforcer leur influence : 7 sièges sont gagnés par les verts en 2003 et six par les socialistes. Rompant avec l'image sectaire des trotskistes britanniques, le dirigeant du parti socialiste écossais, Tommy Sheridan, est devenu une figure emblématique de la gauche de la gauche et a réussi à asseoir l'influence de son parti dans les quartiers populaires des grandes villes (surtout à Glasgow) où le parti travailliste nouvelle formule peinait à se maintenir.

Bon nombre d'électeurs écossais, qui avaient soutenu les travaillistes lors de leurs deux premiers mandats – les travaillistes ont dirigé deux gouvernements de coalition avec leurs alliés libéraux-démocrates entre 1999 et 2003 et de nouveau entre 2003 et 2007 – ont fini par s'en détourner ; mais à la différence de l'Angleterre, il existait pour eux des alternatives – non conservatrices – au blairisme. Les socialistes et les verts ont donné une voix à la gauche au sein du parlement, surtout pendant le deuxième mandat travailliste, mais la progression des socialistes a été stoppée par un scandale autour de la vie extra-conjugales de Sheridan² Les nationalistes du SNP ont pu, eux, maintenir leur pression sur les travaillistes : en prenant position contre la guerre en Irak et en dénonçant la politique de privatisation rampante des services publics mise en oeuvre par le biais des *Partenariats public-privé*, ils ont réussi à capter une partie de l'électorat travailliste traditionnel en rupture avec le parti d'Anthony Blair et de Gordon Brown. Leurs résultats aux élections de mai sont le fruit de cette politique.

Un ancien bastion travailliste

Il ne faut pas sous-estimer l'impact de cette évolution du rapport de forces politiques en Écosse, car il s'agit d'un des bastions du travaillisme britannique. En effet, après avoir été dominée par les libéraux pendant tout le XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'opinion progressiste écossaise s'est tournée vers le travaillisme entre les deux guerres. Depuis 1964, les travaillistes ont remporté *toutes* les élections législatives en Écosse, quel que soit le parti majoritaire sur le plan britannique. Au moment où le reste du Royaume apportait ses suffrages en majorité à Margaret Thatcher en 1979 et maintenait au pouvoir pendant dix-huit ans un parti conservateur déterminé à transformer la Grande-Bretagne en société de marché, l'Écosse marquait ainsi sa différence. Comme le pays de Galles, l'Écosse a fourni au parti travailliste depuis la première victoire des travaillistes aux élections législatives de 1945 non seulement un contingent de députés, sans lequel les travaillistes auraient eu le plus grand mal à obtenir une majorité à la Chambre des Communes, mais aussi bon nombre de dirigeants (dans la période récente, si Neil Kinnock était Gallois, John Smith, Anthony Blair et Gordon Brown ont tous des racines écossaises). Cette prédominance travailliste est bien sûr un reflet de la géographie industrielle de l'Écosse où se sont concentrées les industries qui ont été au cœur de l'économie impériale britannique (charbon dans l'Est et dans l'Ouest de l'Écosse ;

² Accusé en 2006 par un tabloïd de participer à des partouzes, Sheridan a traîné le *News of the World* en justice pour diffamation et de manière inattendue a gagné un procès très médiatisé. Les témoignages concordants contre lui, y compris de militantes de son propre parti, ont cependant laissé des traces. Le parti a implosé à la suite de cette affaire et perdu tous ses sièges dans les élections de 2007.

textiles dans le Sud ; pendant longtemps mécanique lourde et chantiers navals autour de Glasgow). Elle est aussi le fruit d'une évolution religieuse particulière : fuyant la pauvreté, des centaines de milliers d'émigrés catholiques irlandais se sont installés en Écosse (surtout dans l'Ouest industriel) à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle et leur histoire a eu pendant longtemps partie liée avec celle du mouvement ouvrier et du travaillisme.

Cette hégémonie progressiste a fait de l'Écosse un cas à part dans l'histoire politique britannique de ces derniers trente ans (qui la rapproche une fois de plus au pays de Galles). Non seulement sur le plan électoral les électeurs ont résisté aux sirènes du conservatisme radical, mais cette résistance a dépassé et de loin les contours traditionnels du travaillisme. Ainsi un puissant mouvement intellectuel s'est mis en branle à partir des années soixante-dix, alliant engagement progressiste et réappropriation critique de l'héritage culturel national. Tom Nairn, sociologue et historien issu de la nouvelle gauche des années soixante est emblématique de ces intellectuels écossais nouveaux, mais il est loin d'être seul. Ainsi, dans le champ littéraire, écriture romanesque et engagement contre le néo-libéralisme allaient souvent de pair dans les années quatre-vingt, à tel point que les voix conservatrices y devenaient inaudibles. Alors que leurs homologues anglais les plus en vue s'adonnaient à l'introspection et à l'exploration désabusée de la vie des couches aisées (on pense à Martin Amis mais ce n'est qu'un exemple beaucoup d'autres), les artistes écossais cherchaient, dans une diversité de formes et de styles, à donner une voix aux milieux populaires et à la résistance anti-conservatrice. C'est le cas des romans de Willie McIlvanney, de Jim Kelman, d'Alasdair Gray ou encore de Jackie Kay, de la poésie de Liz Lochhead ou de Tom Leonard; du travail pictural de Ken Currie et de ceux que dans la critique de la peinture écossaise moderne on va appeler les *Glasgow Boys*. Dans le champ universitaire, on assiste à un mouvement similaire : historiens, sociologues et littéraires (entre autres) se sont tournés vers de nouveaux objets d'étude au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives sur l'histoire politique et culturelle de l'Écosse ainsi que sur ses modes d'organisation économique et sociale contemporains.

Le nationalisme résurgent

Ainsi le progressisme des années soixante-dix et quatre-vingt a aussi une forte dimension nationale, voire nationaliste. Parmi les intellectuels cités ci-dessus, certains, comme les romanciers Alasdair Gray ou Tom Nairn, ont rejoint la mouvance nationaliste, tout en

conservant leurs convictions de gauche ; d'autres, comme Willie McIlvanney, ont tenté de jouer le rôle difficile d'intermédiaires entre le travaillisme et le nationalisme résurgent³. C'est à partir des années soixante-dix que le parti nationaliste écossais a fait une entrée remarquée sur la scène politique et électorale, constituant de ce fait un danger pour le parti travailliste. Il labourait en effet largement le même terrain sociologique et politique. Si l'élection partielle de novembre 1967 à Hamilton, circonscription traditionnellement travailliste de l'Ouest de l'Écosse, remportée par Winnie Ewing, candidate nationaliste, marque le début de la percée nationaliste, ce sont les élections législatives de février 1974 et d'octobre 1974 qui consacrent l'arrivée définitive du nationalisme au cœur même des débats écossais et, partant, britanniques. Surfant sur un slogan simple (« Le pétrole est écossais », disait le SNP lors de la découverte du pétrole dans la mer du Nord à la fin des années soixante), les nationalistes obtiennent plus de trente pour cent des voix en octobre 1974, bousculent le rapport de forces traditionnel entre les partis et bouleversent le bipartisme du système électoral britannique. À partir de cette date les deux partis unionistes – travaillistes et conservateurs restent attachés à l'Union britannique, quelles que soient les différences rhétoriques sur cette question – vont œuvrer (sans beaucoup de succès) à la marginalisation des nationalistes. Les moyens utilisés seront cependant radicalement différents. Les conservateurs, surtout après l'arrivée de Thatcher à la tête du parti en 1975, vont choisir une politique de refus obstiné de toute concession au nationalisme, même sous la forme d'une modeste décentralisation. Les travaillistes seront des réformateurs, largement malgré eux. Ils proposeront ainsi un référendum sur l'autonomie dès 1979, non pas tant parce que, à l'époque, ils croient aux bienfaits d'un État décentralisé. Mais ils considèrent qu'ils n'ont pas le choix, s'il veulent conserver la bienveillance des quelques députés nationalistes élus à la Chambre des Communes et qui leur apportent un soutien vital dans une assemblée qu'ils dominent à peine. Par ailleurs, ils ne veulent pas se couper de l'opinion écossaise. Leur campagne en faveur de l'autonomie en 1979 sera tiède et marquée par des divisions internes ; à certains égards on peut même considérer qu'ils ont eux-mêmes saboté leurs propres propositions de réforme⁴.

³ Les rapports ont longtemps été tendus entre les travaillistes et les nationalistes en Écosse. Ces derniers étaient souvent présentés par l'appareil travailliste comme « des conservateurs en kilt ». C'est cependant lors du référendum de 1979 que les rapports sont devenus franchement conflictuels. Alors que les nationalistes accusaient, non sans raisons, les travaillistes d'avoir saboté ce premier référendum sur l'autonomie, les travaillistes n'ont jamais pardonné la décision du SNP de voter, à la suite de l'échec référendaire, avec les conservateurs une motion de défiance envers le gouvernement de Callaghan, qui a forcé ce dernier à revenir aux urnes, préparant ainsi la voie de la victoire pour Margaret Thatcher.

⁴ C'est un député travailliste qui a introduit l'amendement qui a été finalement fatal au référendum qui stipulait que 40% des inscrits devaient approuver la proposition d'autonomie pour qu'elle devienne effective. Plus de 50% des Écossais ont voté en faveur de l'autonomie mais le seuil des 40% des inscrits n'a pas été atteint.

La révolution thatchérienne des années quatre-vingt a eu en effet paradoxal sur la mouvance nationaliste en Écosse. Alors que le SNP stagnait sur le plan électoral et n'a jamais réussi à retrouver ses scores de 1974, le nationalisme au sens le plus large du terme – un sentiment à la fois d'identité nationale propre et de différence par rapport à la nation dominante de l'Union britannique – progressait à grands pas. Dans les sondages de l'époque, on notait une tendance grandissante à ne plus vouloir se définir en tant que *britanniques* et à revendiquer de plus en plus une identité nationale *écossaise*. Le refus du néo-libéralisme thatchérien, perçu en Écosse comme une doctrine *étrangère* aux traditions philosophiques et politiques du pays, allait de pair avec l'exigence d'une plus grande autonomie politique. S'il n'y avait qu'un seul facteur pour expliquer la puissance du mouvement autonomiste en Écosse à la fin des années quatre-vingts, ce serait Margaret Thatcher. Le refus intransigeant de cette dernière de tenir compte des spécificités écossaises et d'engager un dialogue avec les avocats de l'autonomie a été fatal à son parti qui a connu une chute de popularité vertigineuse, qui ne s'est d'ailleurs pas arrêtée avec le départ de la Dame de Fer en 1990. Seul parti en Écosse à prôner le maintien du *statu quo* constitutionnel, le parti conservateur a été rayé de la carte électorale en 1997 : lors de la première victoire des néo-travailleurs, *aucun* député conservateur n'a été élu en Écosse.

La Grande-Bretagne de Gordon Brown

Voici donc l'explication du positionnement des néo-travailleurs sur l'autonomie interne des différentes composantes de l'Union britannique. La réforme britannique des modes de gouvernance pouvait certes être présentée comme un signe manifeste de la modernité bruyamment revendiquée par la nouvelle direction du parti travailliste, ou l'acte courageux d'hommes d'État qui avaient compris les aspirations d'un peuple. Mais, sur le fond, Blair et ses amis n'avaient pas vraiment le choix. Résister au mouvement en faveur de l'autonomie aurait non seulement signifié un désaveu de la direction du parti en Écosse, qui avait dès la fin des années quatre-vingt rejoint un front large d'organisations politiques, syndicales et religieuses qui militaient en faveur de l'établissement d'un parlement écossais⁵, mais aurait surtout coupé le parti travailliste d'une base électorale largement gagnée à l'idée autonomiste et ainsi ouvert un boulevard politique et électoral aux nationalistes du SNP.

⁵ La Convention Constitutionnelle Écossaise (SCC) a été fondée en 1989 pour œuvrer à la mise en place d'un parlement écossais aux pouvoirs étendus. Elle rassemblait les partis travailliste, libéral-démocrate, vert et communiste, les Églises principales (dont l'Église catholique), le TUC écossais, l'organisation des autorités locales, ainsi qu'un large éventail d'associations écossaises, dont des organisations féministes et des organisations représentatives des minorités ethniques.

Si ce pari de la *devolution* semblait gagnant pour les travaillistes pendant les premières années du parlement écossais, dans le sens où le parti est resté la composante déterminante de la coalition au pouvoir de 1999 à 2007 sans pour autant bénéficier d'une majorité absolue, aujourd'hui le vent tourne. Avec la victoire du SNP, le danger pour les néo-travaillistes est non seulement de voir leur base électorale continuer à s'effriter au nord de la Tweed (et ainsi de mettre en danger l'avenir *britannique* du parti) mais aussi d'assister à l'avènement progressif d'un système fédéral de fait sinon de droit, et à l'ouverture d'une voie directe vers l'éclatement de la Grande-Bretagne.

C'est le sens de la prise de position du nouveau Premier ministre Gordon Brown dans la période la plus récente. Lui-même d'origine écossaise, et ayant à la différence de Blair une connaissance fine du mouvement et de l'opinion travaillistes dans son pays natal, Brown a réorienté le parti autour d'une défense hardie de l'identité britannique et axé son discours sur les dangers économique, social et politique d'un glissement vers la séparation. Il est significatif que lors de la passation du pouvoir de Blair à Brown devant les délégués travaillistes au mois de juin de cette année, l'arrière-plan de l'estrade était complètement occupé par un gigantesque drapeau *britannique*. Si Brown a flirté avec la gauche nationaliste dans ses jeunes années en Écosse (le premier ouvrage qu'il a dirigé lorsqu'il était jeune chercheur à l'université d'Édimbourg s'intitulait *The Red Paper on Scotland* et contenait, entre autres, un chapitre écrit par Tom Nairn sur le néo-nationalisme écossais), il se présente aujourd'hui comme le meilleur rempart contre les séparatistes.

Brown sait qu'il a des atouts dans la bataille qui s'ouvre avec les nationalistes qui désormais dirigent le gouvernement écossais : tous les sondages d'opinion montrent que les électeurs nationalistes sont divisés sur la question de l'indépendance et donc qu'un vote pour les séparatistes n'est pas nécessairement un vote pour la sortie de l'Écosse de l'Union britannique. Mais le nouveau Premier ministre écossais a lui aussi quelques atouts : il sait qu'une minorité importante (environ un tiers) des électeurs travaillistes est en faveur de l'indépendance écossaise et que chaque nouvelle décision néo-travailliste qui rompt avec les idées que les électeurs travaillistes se font du travaillisme joue en faveur des nationalistes. Ainsi Brown, qui a été le plus fidèle des néo-travaillistes depuis dix ans malgré son ancien positionnement à gauche, est devant le dilemme suivant : s'il poursuit la politique blairiste, que ce soit en Irak ou dans le domaine des privatisations, il incitera ses électeurs écossais à se retrouver dans les bras des nationalistes ; mais s'il rompt avec la politique blairiste, il fera

voler en éclats la coalition d'intérêts politiques et électoraux qui ont porté Blair et ses amis, bon an mal an, depuis une décennie, et aliénera ces couches moyennes du Sud de l'Angleterre qui ont été au centre de gravité de l'effort électoral néo-travainliste. Pour le peu souriant fils de pasteur presbytérien s'ouvre donc un borbier écossais à côté du déjà ancien borbier irakien.